



## Déclaration préalable de la FSU

CTSD du 7 juin 2018

**Monsieur le Directeur académique,**

Il y a un an nous nous réunissions dans un contexte politique nouveau à l'issue des élections présidentielles et législatives, et nous étions inquiets des annonces faites par le gouvernement. Force est de constater que nous avons raison ! Le service public et les personnels qui le font fonctionner n'ont cessé d'être malmenés : le service hospitalier, les EHPAD, le statut des cheminots, l'éducation... La Fonction Publique est constamment la cible du gouvernement : gel de la valeur du point d'indice, report de certaines mesures du PPCR, suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, CAP2022... alors même que la Fonction Publique et les services publics sont des outils efficaces pour lutter contre les inégalités ! Le gouvernement s'attaque désormais au paritarisme, instauré au lendemain d'une période sombre de notre histoire, garant des principes fondateurs de la Fonction Publique, meilleur rempart contre l'arbitraire et l'opacité. Le gouvernement confirme sa volonté de démanteler toutes les protections collectives dont bénéficient les individus dans notre modèle social. C'est la porte ouverte à des formes de politiques managériales dont les conséquences ont été désastreuses dans d'autres secteurs. En remettant en cause le paritarisme, le gouvernement bafoue les droits fondamentaux des personnels. La FSU dénonce avec force ces projets réactionnaires.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'Éducation nationale, les réformes menées à marche forcée sans l'adhésion ni des personnels ni des usagers ne font que fragiliser notre système éducatif et accentuer les inégalités. Sur Parcoursup, après les premiers résultats, il devient évident que, malheureusement, nos inquiétudes étaient fondées : des milliers d'élèves sans propositions, un processus opaque, les lycéens de banlieue lésés, une procédure lourde et anxiogène qui oblige les élèves à se connecter tous les jours pour connaître leur place dans les files d'attente, à quelques jours du bac. La FSU exige que le gouvernement ouvre sans tarder des places dans l'enseignement supérieur pour accueillir dignement tous les bacheliers, sans sélection et dans les cursus de leur choix. Des négociations doivent être ouvertes pour établir un système d'affectation national, transparent, juste et respectueux des aspirations des lycéennes et des lycéens.

Venons-en à présent à la question des moyens. En 2 ans, aucun poste d'assistant d'éducation n'a été créé dans l'Essonne pour une prévision de 3274

élèves supplémentaires. La suppression brutale des CUI n'a fait qu'aggraver la situation. Les nombreux discours de M. Blanquer dans les médias ne peuvent pas dissimuler l'absence de moyens d'assistance éducative pour faire face à la montée des effectifs : c'est une dégradation préoccupante et scandaleuse de l'encadrement des élèves, d'autant plus qu'on n'a créé cette année ni poste de CPE, ni d'assistance sociale, ni d'infirmière, ni de PsyEN. Pourtant, il est évident qu'une équipe de vie scolaire étoffée est indispensable pour pouvoir établir un climat scolaire serein, propice aux apprentissages. Dans un contexte de pression démographique et de difficultés sociales accrues, les établissements de l'Essonne ne peuvent pas vivre uniquement de neurosciences et d'eau fraîche.

Pour toutes ces raisons, nous demandons des créations de postes pérennes d'AED à la hauteur des besoins. Un statut attractif est indispensable pour assurer les recrutements nécessaires. Les vies scolaires doivent devenir une priorité de ce gouvernement.

Nous dénonçons aussi le travail de détricotage du service public d'orientation de l'Éducation nationale. Nous nous opposons aux projets délétères de fermeture des CIO, aux attaques contre les missions des PsyEN, leur décret statutaire et les missions de l'ONISEP au profit du privé.

Quant à la pseudo « revalorisation de la filière professionnelle » annoncée par notre ministre, elle contribue en réalité à un transfert de la formation professionnelle initiale vers les branches professionnelles et le patronat, et elle diminue le temps de formation et les heures d'enseignement. A travers elle, c'est une nouvelle baisse des savoirs et des savoir-faire qui se profile.

Dans ce contexte difficile pour les personnels et les usagers du service public de l'Éducation nationale, les syndicats de la FSU Essonne appellent à participer à toutes les actions de résistance à venir, menées dans le cadre rassembleur de l'AG Éducation 91, dont la FSU fait partie aux côtés de la CGT Éducation 91 et de Sud Éducation 91.